



# SÉNÉGAL

## UNE NOUVELLE SITUATION OUVERTE AVEC LA VICTOIRE CONTRE LES MAGOUILLES DE MACKY SALL!

L'élection du 24 mars au Sénégal a chamboulé toute la situation. Avec Macky Sall éjecté du pouvoir malgré toutes ses magouilles, une brèche s'est ouverte. Pour réaliser les aspirations puissantes de la population, il va falloir que des mobilisations massives des travailleurs, des jeunes, s'engouffrent dans cette brèche prometteuse pour faire valoir leurs propres intérêts, dès maintenant!

### **Malheur à ceux qui veulent bâillonner leur peuple!**

Les 12 ans de mandat de Macky Sall ont marqué la poursuite du pillage brutal des richesses par les multinationales (surtout françaises, mais pas uniquement). On était sous le joug d'un régime hyper autoritaire, où la répression était omniprésente. Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko (les nouveaux président et premier ministre) eux-mêmes en ont été victimes. Les promesses de « rupture » – notamment de réformes institutionnelles – ont, logiquement, suscité un vif espoir.

Mais Macky Sall lui-même en 2012 s'était présenté comme le candidat du changement, tout comme Abdoulaye Wade avant lui. Diomaye Faye et Sonko veulent s'en distinguer car il ne sont pas issus des mêmes partis. Alors, va-t-on vers une nouvelle période pour la démocratie au Sénégal, la fin de la répression en premier lieu ? La nomination de deux généraux

(militaires) aux Ministères de l'intérieur et aux Forces armées doivent sonner comme des avertissements. Ils ont largement participé aux anciens régimes, y compris celui de Macky Sall. Jean Baptiste Tine (nouveau ministre de l'Intérieur) en a été un pilier à la tête de la gendarmerie, qu'il n'a quittée qu'en 2021 après l'arrestation d'Ousmane Sonko. Ce dernier promet la suppression du poste de premier ministre, mais pour mettre quoi à la place ? On ne sait pas. Ce n'est pas le premier à faire une telle promesse. D'ailleurs, le poste de premier ministre a déjà été supprimé plusieurs fois et toujours rétabli. Pour changer ces institutions-là, sur lesquelles tout le Sénégal post colonial a été construit (surtout avec Senghor), il va falloir bien plus qu'un changement de président... surtout sans majorité à l'Assemblée nationale.

Comme le disait Thomas Sankara : « Malheur à ceux qui veulent bâillonner leur peuple ! ». Dès maintenant, les jeunes, les travailleurs, la population peuvent s'organiser et se mobiliser pour concrétiser les revendications démocratiques les plus immédiates :

- réouverture de toutes les liaisons terrestres et maritimes fermées, liberté de circulation ;
- formation de syndicats combattifs dans tous les lieux de travail pour organiser les travailleurs et mener des luttes pour gagner des augmentations de salaires, embauches, etc. ;

# SOCIALISTWORLD.NET

- droit d'assemblée, d'organisation et de manifestation en toute liberté sans crainte de répression ; halte aux fermetures administratives d'écoles et d'universités ;
- contre la corruption : pour la révocabilité des élus et la limitation de leur indemnité au salaire moyen d'un travailleur qualifié ;
- égalité entre toutes et tous, contre toute forme de répression et de discrimination (ethnie/origine, religion, sexe, orientation sexuelle, etc.) !

### **Une victoire du mouvement de masse face à une situation insupportable**

Le vieux régime incarné par Macky Sall a fait toutes les tentatives désespérées possibles pour prolonger son agonie. Annulation puis report puis avancement de la date des élections ; fermetures des facs, isolement des régions les plus pauvres (en particulier la Casamance dans le sud avec l'interruption pendant 9 mois de la liaison par ferry entre Dakar et Zinguichor – la ville dont Sonko est maire !), libération de Diomaye Faye une semaine avant l'élection seulement, emprisonnement de militants d'opposition ou de simples personnes juste pour avoir publiquement soutenu Sonko...

La tenue des élections elle-même est donc une victoire du mouvement de protestation de masse. Manifestations de masse, journée « Ville morte » à Dakar et multiples grèves ont joué un rôle clé. Bien sûr les réseaux sociaux ont aidé à populariser ces actions – qu'ils ne pouvaient en aucun cas remplacer. La candidature de Sonko a dû incarner cette aspiration à un changement radical. Car pour la population, la situation quotidienne est tout simplement insupportable.

Le chômage atteint des sommets, avec près de 20 % de la population active sans emploi. La corruption est insupportable depuis plus de 60 ans. Les prix flambent, notamment l'énergie et surtout l'alimentation, si bien que même ceux qui ont un emploi gagnent tout juste assez pour faire des courses et payer les factures et rien de plus. Et encore, car l'augmentation des prix est gigantesque, avec une inflation de près de +16 % en seulement deux ans. Ainsi le Sénégal est le deuxième pays africain où le coût de la vie est le plus élevé, juste derrière la Côte d'Ivoire. Le travail journalier est monnaie courante ; une précarité qu'a encouragée le « Plan Sénégal Émergent » mis en place depuis 2014... C'est bel et bien toute cette politique favorisant les capitalistes qui a été massivement rejetée par cette révolte électorale de masse.

### **La démocratie et l'hypocrisie néocoloniale**

Pourtant, dans la presse internationale, les commentaires des journalistes rivalisaient de crétinerie paternaliste. « Ah, vraiment, ces manœuvres, quel dommage pour ce pays pourtant si démocratique ! », ou « Oh, ce que les Sénégalais sont attachés à leur démocratie ! ». Évidemment, jamais un mot sur les luttes des travailleurs et de la population qui ont arraché cette victoire. Les voix de leurs maîtres capitalistes ! Lesquels s'inquiétaient de ne plus pouvoir faire de business

dans ce pays plein d'opportunités pour eux.

La France et d'autres puissances impérialistes n'ont jamais rien dit sur la répression. Mais c'est logique. Au Sénégal, comme en France ou ailleurs, la répression et l'autoritarisme, c'est la marche normale de la « démocratie » sous le capitalisme en crise. Ça n'a dérangé personne chez ces adorateurs de la « démocratie » que plus de 60 personnes aient perdu la vie en 2021 et 2023 à cause de la répression des mouvements sociaux, surtout lorsqu'il s'agissait principalement de jeunes hommes des banlieues de Dakar ou de la région de Casamance. Une preuve supplémentaire de leur hypocrisie. Macron & Co n'ont quelque chose à reprocher à un régime que si ça gêne les capitalistes et multinationales dont leur gouvernement représente les intérêts... et cela vaut tout autant pour les autres pays impérialistes.

### **Une profonde crise politique**

Outre les magouilles de Macky Sall et de l'APR-Yaakaar (Alliance pour la république), les résultats des élections de 2024 ont montré de façon spectaculaire la profondeur de la crise politique au Sénégal. Cela reflète une situation qu'on retrouve dans de nombreux autres pays dans le monde. La participation électorale est en baisse à 61,3 % (contre 66 % en 2019). Les partis politiques traditionnels se sont effondrés. L'historique Parti démocratique sénégalais (PDS), n'ayant encore pas eu le droit de présenter de candidat (mais sans avoir mené aucune lutte pour le faire, hormis un vague recours juridictionnel, comme en 2019), a fini par se rallier à Sonko, espérant peut-être avoir une place au gouvernement... c'est raté (en tout cas pour le moment) !

Aucun candidat hormis Amadou Ba (l'ancien premier ministre de Macky Sall et son candidat) et de Diomaye Faye n'a réussi à obtenir plus de 3% des voix. Ça a été un véritable duel électoral, sans second tour. Amadou Ba n'a remporté que 35,8% des voix soit 1,6 M alors que Macky Sall en avait remporté 2,6 M en 2019. Diomaye Faye a remporté 54,3 % des voix soit 2,4 M. Cela démontre que malgré cette puissante volonté de se débarrasser des politiques antisociales, une partie de la population est désabusée face à la situation. Car les travailleurs, les étudiants, subissent aussi la crise politique de leur propre côté.

### **Construire une voix politique pour les travailleurs & étudiants**

Le Sénégal a une très riche histoire de luttes et de révoltes de masse y compris dans la période très récente. Mais le manque d'un parti qui organise massivement les travailleurs et étudiants se fait cruellement sentir. Un parti pour mener des campagnes, organiser des luttes et défendre leurs intérêts. Un parti qui soit indépendant des impérialistes et des grands patrons sénégalais, mais aussi de tous les magouilleurs et politiciens corrompus qui les servent en se servant au passage. Un parti contre les politiques néolibérales et l'exploitation capitaliste qui limite le développement du Sénégal et de tout le continent africain. C'est un manque qui se fait sentir aussi,

d'ailleurs, sur le plan syndical, où la doctrine majoritaire est plus celle d'une « participation responsable » (donc de collaboration de classe) qu'une défense sans compromis des intérêts des travailleurs. L'une des tâches qui se pose aux travailleurs est de construire un tel parti et des syndicats combattifs pour construire et porter leur propre voix.

“Un nouveau parti aurait pour rôle d'organiser massivement les travailleurs, les étudiants. Il devrait mettre au cœur de son programme que les richesses doivent appartenir aux travailleurs et à la population, pas aux impérialistes (qu'ils soient français ou autres) ni aux super-riches patrons sénégalais. Il devrait lutter pour que les principales entreprises soient nationalisées/expropriées, sans compensation, l'énergie, les transports et infrastructures, et particulièrement le système bancaire et financier, à 100 %, car c'est le seul moyen pour sortir du CFA et annuler la dette. Un parti qui lutte contre le capitalisme et pour le remplacer par le socialisme démocratique, aux mains des travailleurs et de la population, le seul système qui peut permettre de s'émanciper des impérialistes et de réellement développer le pays en planifiant la production économique en fonction des besoins, et ainsi en finir avec le chômage, la pauvreté...”

Gauche Révolutionnaire, « Sénégal : Macky Sall dégage, et tout ton régime pourri avec ! »

12 mars 2024

### **Une colère qui s'exprime par des grèves**

Les luttes et grèves sont déjà nombreuses car les travailleurs ont bien compris que la situation était propice pour faire valoir leurs revendications. À Bambey (centre), dès le lendemain des élections, les étudiants ont fait deux jours de grève et organisé le boycott des loyers des chambres pour dénoncer les coupures d'eau et d'électricité sur le campus, des coupures telles que l'infirmerie a été fermée. Le Centre hospitalier régional de Zinguichor a été en grève 3 jours, du 15 au 18 avril, pour revendiquer une augmentation des salaires, pour une meilleure organisation du travail et le paiement des indemnités retraite. À Dakar, les travailleurs de Groupe Futurs Médias étaient aussi récemment en grève contre les retards de salaires et la suppression du 13<sup>e</sup> mois. À Kaffrine (centre), Dakar et ailleurs dans le pays, les travailleurs des collectivités territoriales font grève de façon très suivie pour l'augmentation généralisée des salaires et l'obtention du statut de fonctionnaires pour les travailleurs. Régulièrement, cette catégorie de travailleurs sont appelés à faire 120 heures de grève par les syndicats depuis deux ans. Un syndicaliste de la commune de Grand Yoff témoigne de l'état d'esprit : « Les agents des collectivités territoriales sont fatigués, ils vivent de réelles difficultés et pourquoi augmenter les salaires de la plupart des agents de l'État en nous délaissant nous, c'est anormal et nous ne cesserons de revendiquer et montrer notre colère jusqu'à ce que nous ayons gain de cause ». (Cité par Dakar Actu, 31 mars 2024.)

Un appel commun à cesser partout le travail par une grève commune dans tout le pays, le même jour, sera une première étape déterminante pour unifier dans la lutte la colère profonde des Sénégalais. La situation est ouverte, c'est le moment ! Il faut une mobilisation qui marque fortement la situation, qui impose au nouveau gouvernement que s'il est vraiment du côté de la population, il doit soutenir à fond les revendications des travailleurs.

- Un emploi pour tous, avec des salaires dignes !
- Pour des salaires égaux à travail égal entre les hommes et les femmes (qui gagnent 50 % de moins que les hommes à fonction égale !)
- Pour la baisse des prix et leur blocage ensuite, contre la vie chère !
- Des services publics (énergie, hôpitaux, Éducation, petite enfance, culture, transports et infrastructures) avec des personnels et des moyens suffisants, sans sous-traitance et secteur privé qui vient faire des profits...

### **À quoi doivent profiter les richesses ?**

Le Sénégal s'apprête à connaître une croissance économique estimée à plus de 8 % en 2024 selon le Fonds Monétaire International (FMI). Les gisements de gaz naturel et de pétrole nouvellement découverts promettent des recettes estimées à 400 milliards de FCFA sur 30 ans. Une question cruciale se pose : à qui ces richesses vont-elles profiter ?

Diomaye-Sonko ont lancé un audit des contrats passés avec les énergéticiens privés. Et le nouveau ministre de l'énergie a dit qu'après, les contrats « seront remaniés si nécessaire ». Donc il y a un doute ? Par ailleurs, on se demande bien par quel miracle des multinationales aussi rapaces que BP (25 milliards profits en 2023) ou les plus petites mais non moins rapaces Kosmos et Woodside accepteraient gentiment de voir une telle manne « remaniée » et donc leur passer sous le nez. C'est exactement la même question pour les capitalistes des autres pays, qui ont massivement investi au Sénégal (passant de 2% à 9% du PIB ces dix dernières années, dépassant les 2,6 milliards de dollars en 2022).

La question de la sortie du FCFA est toujours en suspens. Sonko a déjà tempéré son discours sur la question, passant d'une promesse de « rupture » à une attitude plus nuancée de « voir les options ». Macron avait « promis », lui aussi, en 2019, mais rien ne s'est concrétisé depuis. Et en fait, depuis 1983, absolument toutes les échéances pour renégocier le FCFA ont été repoussées. « Sortir du CFA », tout le monde le dit. Ça ne mange pas de pain pour la France de dire « pas de souci » sur le FCFA tant les perspectives sont floues. Même les juntes militaires de l'AES (Alliances des États du Sahel) ne sont pas sorties du CFA malgré leurs annonces (alors qu'ils sont sortis de la CEDEAO aussitôt l'avoir annoncé) – et ce n'est pas pour rien, car la dette et le commerce des pays CFA sont libellés en dollars. L'objectif du gouvernement sénégalais est de trouver un moyen pour trouver plus de liberté pour commercer avec le reste du monde (CEDEAO avant tout), plutôt que d'être liés à une monnaie contrôlée en grande partie par la France. Et encore une fois, sortie ou pas, la question va être : à qui

cela profite ? Encore une fois, l'action massive et unifiée des travailleurs pour faire valoir leurs intérêts, indépendamment des capitalistes, est tout à fait cruciale.

### **10 hommes = 20 % de la richesse du Sénégal !?**

Car il y a la question des capitalistes Sénégalais eux-mêmes. Au nouveau gouvernement, de nombreux ministres sont vraiment leurs amis. Le ministre de l'agriculture est un banquier ; le ministre de l'économie a passé 15 ans dans les instances dirigeantes du FMI, dont les plans d'austérité ont déjà alimenté la colère et les mouvements de masse au Sénégal dans les années 1990 et 2000... Le « Projet » du Pastef est très clairement axé sur le soutien au secteur privé, ce qui profite toujours à une minorité riche et privilégiée aux dépens de la population (et de l'environnement). Ils salivent déjà. Le témoignage du président du Club des investisseurs sénégalais est édifiant : « on peut déjà évoquer les Industries chimiques du Sénégal [le plus gros producteur de phosphate], que nous allons tout faire pour récupérer – je ne dis pas “nationaliser” » (cité par Jeune Afrique, 23 mars 2024). Cette classe sociale-là, ils ne s'y trompent pas. Ils veulent les profits et les richesses pour eux, pour faire du commerce et des profits, pas pour bénéficier à la population.

Déjà aujourd'hui, les dix hommes les plus riches du Sénégal, les plus gros capitalistes du pays, possèdent ensemble une fortune de 5,3 milliards de dollars. Cela signifie que dix personnes détiennent presque un cinquième de la richesse nationale à elles seules !

- Nous disons au contraire que les principaux secteurs industriels de l'économie doivent être nationalisés, et gérés collectivement par les travailleurs eux-mêmes, démocratiquement, pour que ce soient eux qui contrôlent tout, mettent un terme définitif aux fraudes et à l'enrichissement personnel et fassent que les richesses profitent réellement à l'ensemble de la population.

Pour une lutte révolutionnaire pour le socialisme démocratique

Pour que choses changent réellement, c'est à tout le système guidé par le profit – au capitalisme – qu'il faut s'attaquer. Des régions entières sont maintenues dans la pauvreté parce qu'elles sont dominées par le capital étranger. La situation mondiale actuelle indique que la compétition pour les « parts de marché » (c'est-à-dire pour mettre la main sur les richesses) sera encore plus féroce dans les années à venir. En effet, d'une part, les puissances impérialistes sont toutes dans une compétition plus forte que jamais (US, UE, Canada mais aussi Chine, Inde, Russie, Turquie...). D'autre part, l'instabilité dans de nombreux pays et régions (notamment le Sahel) fait que des pays comme le Sénégal, vus comme plus « stables », seront très convoités par les capitalistes de tous bords, car ils y voient un climat plus propice aux affaires. La seule constante là-dedans c'est que tout ça va se faire aux dépens des populations et que sans prendre le mal à la racine, on ne pourra résoudre aucun problème durablement.

Mais cela ne se fera jamais sans que la classe ouvrière et les

populations résistent et luttent. À l'heure actuelle, toute lutte qui s'appuiera sur un programme socialiste révolutionnaire dans un pays donné peut servir d'exemple pour montrer la voie à suivre à la classe ouvrière et à la jeunesse du continent, qui ont soif de changement.

Vu la crise économique du capitalisme, la croissance économique, la stabilité, font désormais partie de l'histoire. Les notions de « Africa rising » ou des « pays émergents » ont toujours été un mythe, mais c'est une illusion encore plus grande aujourd'hui. En réalité, c'est dans les années 1960, à la faveur des luttes révolutionnaires que les pays africains ont atteint leur niveau de vie le plus élevé pour les populations.

Seuls des mouvements révolutionnaires des travailleurs et des peuples, organisés dans le cadre de plates-formes politiques indépendantes, qui mettront en place des gouvernements de travailleurs reposant sur les fondements du socialisme révolutionnaire et démocratique, peuvent permettre de sortir le continent du borbier capitaliste. Avec la propriété publique des secteurs centraux de l'économie et des ressources, sous le contrôle et la gestion démocratiques des travailleurs et des opprimés, les énormes ressources et le potentiel du continent pourront être exploités tant au niveau national qu'au niveau continental, dans l'intérêt des travailleurs et des populations pauvres d'Afrique. Tout succès dans la conquête d'un soutien pour un programme de socialisme révolutionnaire dans un pays donné peut servir d'exemple pour montrer la voie à suivre à la classe ouvrière et à la jeunesse du continent qui ont soif de changement.

### **Rejoignez le Comité pour une Internationale Ouvrière !**

De telles luttes révolutionnaires sont à l'ordre du jour. Comme disait Trotsky, « les révolutionnaires ne créent pas les révolutions, ils les préparent » ! Les marxistes ne sont pas des gens qui attendent passivement, avec fatalisme, que « quelque chose se passe ». Le CIO est un parti mondial de combat dans la lutte des classes dans tous les pays où il est organisé. Nous nous inspirons des idées de Marx, Engels, Lénine et Trotsky pour intervenir activement dans la lutte pour la faire progresser à tous les niveaux et dans tous les secteurs, en utilisant la méthode transitoire et en brandissant la bannière de la révolution socialiste sur laquelle est inscrite la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Le renversement du capitalisme et de la transformation socialiste de la société sont le futur. Rejoignez le CIO dans cette lutte !